

# **GANTOIS SA**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES,  
ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE  
L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE  
RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE  
GANTOIS SA**

**Exercice clos le 31 décembre 2008**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
2, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG

**AGS**  
12, rue Emile Durkheim  
Helleule 2 – BP 5165  
88105 SAINT-DIE-DES-VOSGES

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
2, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG

**AGS**  
12, rue Emile Durkheim  
Helleule 2 – BP 5165  
88105 SAINT-DIE-DES-VOSGES

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ETABLI EN  
APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE,  
SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA SOCIETE GANTOIS SA**

**Exercice clos le 31 décembre 2008**

Aux Actionnaires  
**GANTOIS SA**  
25, rue des Quatre Frères Mougeotte  
88105 Saint-Dié-Des-Vosges

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Gantois SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion de risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

**INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE RELATIVES A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

**AUTRES INFORMATIONS**

Nous attestons que le rapport du Président comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Strasbourg et Saint-Dié, le 15 juin 2009

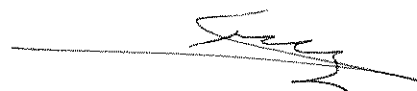
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Sylvain Mayeur

AGS



Daniel Grandemange